



Suède : travail forcé pour les travailleurs migrants camerounais

Geplaatst op woensdag 30 januari 2013 |



30 janvier 2013 : Les entreprises suédoises du secteur du bois ont attiré des travailleurs du Cameroun avec de fausses promesses concernant les conditions de travail et de salaire. D'après un reportage diffusé la semaine dernière par la télévision suédoise, les géants du secteur forestier, SCA et Holmen, ont recours à des agents pour recruter ces travailleurs migrants camerounais.

Avant qu'ils n'arrivent en Suède, on leur avait promis un salaire mensuel de 18 500 SEK, plus 6 000 SEK en per diem. Mais dès leur arrivée la donne a changé, on ne parlait plus de salaire mensuel mais de paiement à la pièce de 0,22 SEK. Pour se rapprocher de ce qui leur avait été promis en salaire mensuel, ils auraient dû travailler jour et nuit afin de planter quelque 3 500 arbres par jour, soit le double de ce qu'un travailleur expérimenté est capable de planter chaque jour.

« Ces contrats relèvent purement et simplement du travail forcé », peut-on lire dans une déclaration de LO Suède vendredi dernier.

« Nous avons entamé des négociations avec les entreprises, et SLA (l'employeur) a promis de rémunérer les travailleurs conformément à ce qui était prévu dans les contrats. Nous pensons que cette situation sera réglée en l'espace de quelques semaines », a dit Per-Olof Sjöö, président du syndicat GS qui représente les travailleurs du secteur du bois et des forêts en Suède.

« C'était une erreur de laisser les employeurs gérer à eux seuls le système de la migration », a expliqué Torbjörn Johansson de LO Suède. « La déréglementation appliquée il y a quatre ans a tout envoyé à vau-l'eau. Depuis lors, tragiquement, nous avons recensé des cas d'exploitation, de falsification et de conditions déplorables, alors que le ministre responsable des migrations, Tobias Billström, continue d'affirmer qu'il n'est nullement nécessaire de corriger la loi. »

Le travail forcé est une pratique présente dans le monde entier – dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement. Par travail forcé l'on entend tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de son plein gré. Plus de 12,3 millions de personnes se trouvent aujourd'hui dans une situation de travail forcé.

« L'exploitation des travailleurs migrants est inacceptable », affirme Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. « Les travailleurs migrants ont des droits humains et des droits du travail, comme tous les autres travailleurs. »